

Centrafricaines, Centrafricains,

Mes Chers compatriotes,

Permettez-moi encore une fois de remercier l'ensemble des Forces Vives de la Nation, représentées au Conseil National de Transition, qui m'ont assigné, à travers leur vote, le devoir de conduire aux destinées de la République Centrafricaine.

Avec le Peuple centrafricain, je suis reconnaissant aux pays frères de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), à l'Organisation des Nations Unies, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne et à la France pour le soutien qu'ils ont apporté à notre pays en ces moments difficiles de son Histoire.

Je remercie toutes les organisations non gouvernementales qui nous ont aidé à soulager les souffrances de nos populations. Avec humilité, je rends hommage à tous ceux de nos compatriotes, journalistes, associations de défense des droits de l'Homme, associations de femmes... et tous ceux qui continuent de lutter avec courage pour que cessent dans notre pays les actes inhumains et la barbarie.

Comme tous les patriotes et en tant que mère, je m'associe au chagrin des familles éprouvées par les diverses exactions barbares de ceux qui, par des calculs politiques de mauvais aloi, espèrent tirer profit du malheur de notre peuple.

Je m'incline devant la mémoire de toutes les victimes des événements qui continuent de secouer notre pays.

Après mon accession aux commandes de l'État, il y a de cela une dizaine de jours, il est de mon devoir de situer l'opinion nationale et internationale sur les actions entreprises jusqu'ici. En effet, la première tâche à laquelle je me suis attelée est celle de nommer le Premier ministre, chef du Gouvernement et ensuite de mettre en place, après une large concertation avec Toutes les Forces vives de la Nation, le Gouvernement, conformément aux critères que j'avais énoncés dans ma profession de foi, à savoir une équipe restreinte de technocrates intègres, le respect de l'équilibre régional, et la parité homme/femme.

Centrafricaines, Centrafricains,

Mes chers compatriotes,

Le 20 janvier, dans mon discours de prestation de serment, j'inscrivais l'arrêt de la souffrance de nos paisibles populations et le rétablissement de la sécurité parmi mes priorités et les actions d'urgence à mener par le Gouvernement de Transition.

Cependant, en dépit de l'appel que j'ai lancé aux groupes armés ex-Séléka et anti-Balaka, nous assistons ces derniers temps à une recrudescence de la violence tant à Bangui qu'en province. Il ne se passe un jour sans qu'on signale des exécutions et de destructions de biens

des citoyens particulièrement dans le troisième, quatrième, cinquième et huitième arrondissement de Bangui.

Après l'élection du nouveau chef d'État de Transition et la formation du Gouvernement de Transition, rien et absolument rien, ne saurait justifier les crimes et autres actes barbares qui sont enregistrés ces derniers temps. Dois-je rappeler que ces actes indignes d'une société civilisée qui font le tour du monde entier, n'honorent pas notre pays ? Par conséquent, je tiens à les condamner avec la dernière vigueur possible.

Les forces de la MISCA et Sangaris, dont l'arrivée en République Centrafricaine a été âprement obtenue ont reçu mandat à travers les résolutions 2121 et 2127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies d'assurer la protection des civils, de restaurer la paix et la sécurité dans tout le pays.

Aujourd'hui, il est incompréhensible et inacceptable que des éléments opérant sous la bannière des anti-balaka ou des ex-séléka puissent continuer sans vergogne de tuer, piller, voler les paisibles populations centrafricaines.

Face à cette situation, en tant que Chef de l'État, Chef Suprême des Armées, je ne saurais tolérer aucun acte de nature à compromettre la Transition politique en cours et à déstabiliser la République Centrafricaine.

C'est pourquoi, je lance une sévère mise en garde à l'endroit de tous les auteurs des exactions actuelles et à venir ainsi que de tous ceux qui les soutiennent ou instrumentalisent que leur acte ne restera pas impuni.

Je lance un appel pressant aux éléments des Forces Armées Centrafricaines où qu'ils se trouvent à regagner les rangs pour soutenir notre action.

Aussi, ai-je décidé que des mesures soient prises en vue du déploiement dans les tous prochains jours, au côté de la MISCA et la Sangaris, de nos Forces de Défense et de Sécurité: FACA, Gendarmerie et la Police pour rétablir la paix et la sécurité.

Je demande aux forces de la MISCA de faire application immédiate et de manière stricte de la résolution 2134 qui met en place un régime de sanctions individuelles à l'encontre de quiconque ferait obstacle au processus de transition et aux efforts de la communauté internationale pour rétablir la stabilité en RCA.

J'invite en outre, les forces de la MISCA et les éléments de Sangaris à faire pleinement usage des mandats qui leur ont été confiés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour accomplir leur mission dans notre pays.

J'exhorte l'équipe mise en place par le Secrétaire Général des Nations Unies pour enquêter sur les violations des droits de l'Homme de se mettre immédiatement au travail.

Enfin, j'instruis le Gouvernement à me soumettre une proposition de loi d'exception en vue de poursuivre et réprimer tous les auteurs des crimes de sang et toutes violations des droits de l'Homme.

Je suis informée des actes nuisibles en cours pour déstabiliser mon mandat.

Je mets en garde ces aventuriers connus qui ont pourtant montré leur limite dans la gestion du pouvoir dans un passé récent.

Par ailleurs, des informations concordantes relayées par les médias internationaux font état de l'irruption de groupes armés appartenant à l'ex-Séléka à SIBUT, avec des velléités de sécession.

Au moment où le Gouvernement appelle au rassemblement, à la tolérance et à la réconciliation nationale, certains de nos compatriotes veulent prendre sur eux la lourde responsabilité de diviser le pays. Or, aucun Centrafricain digne de ce nom ne peut laisser prospérer un tel projet funeste, antipatriotique, irresponsable et dangereux. Le Peuple centrafricain ne cédera en aucune manière un pouce du territoire national.

Centrafricaines, Centrafricains,
Mes chers compatriotes,

Mue par une inébranlable volonté, celle de construire une nation au cœur du continent, je mettrai toute mon énergie à consolider une paix durable, restaurer l'autorité de l'État à travers tout le territoire national, favoriser la réconciliation de toutes les filles et tous les fils de notre pays et organiser des élections qui confirmeront la légitimité des acteurs en charge d'animer les institutions de la République.

Je demande au Gouvernement d'organiser sans tarder la reprise du travail pour permettre la marche de l'Etat et la fourniture des services publics. A cet effet, les partenaires et le Ministère des Finances sont à pied d'œuvre pour le paiement en urgence des salaires, des pensions et bourses.

La réussite de la transition est liée à la confiance que nous devons désormais nourrir les uns à l'endroit des autres. Cette confiance est le meilleur gage du maintien d'une paix durable. Elle est liée avant toute chose à notre volonté à nous mettre d'accord sur l'essentiel.

Aujourd'hui, l'essentiel consiste renouer le fil du dialogue entre toutes les sensibilités de la Nation et à ouvrir les champs du possible en vue d'accéder aux résultats de développement pour le plus grand nombre.

L'adoption d'un pacte de gouvernance basée sur des réformes courageuses visant à moraliser la vie publique, réformer le secteur de la sécurité, lutter contre la corruption, mobiliser les ressources publiques est pour moi un impératif majeur afin d'améliorer l'offre des services sociaux de base et assurer au pays une croissance forte, robuste et inclusive.

Sortir notre pays de la crise appelle que nous soyons tous mobilisés autour des trois piliers de l'action publique que sont le rétablissement de la paix, la réconciliation des Centrafricains avec eux-mêmes et avec le monde, et l'achèvement du processus de transition par l'organisation des élections.

Vive la République Centrafricaine laïque, une et indivisible